

LISTE DES INTERMÉDIAIRES NEUTRES DE L'OMPI

DONNÉES BIOGRAPHIQUES

Hugues G. RICHARD
ROBIC LLP
Centre CDP Capital
1001 Square Victoria
Block E, 8th Floor
Montreal, QC H2Z 2B7
Canada



Téléphone : +1 514 987 8888
+1 514 987 6242 Ext. 201
Courrier électronique : richard@robic.com

Télécopieur : +1 514 845 7874

Date de naissance : le 29 mars 1946
Nationalité : canadienne

ÉTUDES ET QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Licences - Université de Montréal - 1967
Licence en droit - Université de Montréal - 1970
Avocat - Barreau de la Province de Québec - 1971

LANGUES

Français et anglais

FONCTIONS ACTUELLES

Associé, ROBIC LLP, avocats
Associé, ROBIC LLP, agents de brevets et de marques

December 10, 2013

AFFILIATION À DES ORGANISMES PROFESSIONNELS

Barreau de la Province de Québec;
Association du Barreau Canadien;
Section de la propriété intellectuelle de l'Association du Barreau Canadien;
International Trademark Association (INTA);
Ex-président de l'Institut de la Propriété Intellectuelle du Canada (IPIC);
The Institute of Trademark Attorneys (ITMA).

DOMAINES DE SPÉCIALISATION

Consultations, rédaction de contrats, participation au règlement de litiges portant sur les marques, les brevets, les droits d'auteur et les dessins et modèles industriels.

**EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

S'occupe presque exclusivement de questions de propriété intellectuelle depuis 1976.

PRINCIPAUX OUVRAGES PUBLIÉS

Rédacteur en chef du *Canadian Trademarks Act Annotated* (publication à feuillets mobiles de Carswell);

Co-rédacteur en chef du *Canadian Copyright Act Annotated* (publication à feuillets mobiles de Carswell);

Co-rédacteur en chef de la Loi canadienne sur les marques de commerce annotée (publication de Carswell)

Nombreux articles publiés et exposés présentés sur différentes questions de propriété intellectuelle.

EXPÉRIENCE DE LA PRATIQUE JUDICIAIRE

A plaidé devant la Cour fédérale du Canada (Division de première instance et Division d'appel), la Cour supérieure et la Cour d'appel de la Province de Québec ainsi que devant la Cour suprême du Canada.
